



A Gold Resource  
Royalty Company

**RAPPORT FINANCIER  
SEMESTRIEL  
2021**

# RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL POUR LA PÉRIODE DU 1<sup>ER</sup> JANVIER AU 30 JUIN 2021

## SOMMAIRE

I.	Rapport semestriel d'activité	3
II.	Comptes sociaux (Normes françaises)	9
III.	États financiers intermédiaires résumés non audités (Normes IFRS)	32
IV.	Rapport du commissaire aux comptes sur l'information financière semestrielle	50
V.	Attestation des responsables	54



A Gold Resource  
Royalty Company

**Rapport semestriel d'activité  
pour le semestre clos le 30 juin 2021**



## **RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITÉ**

**SEMESTRE CLOS LE 30 JUIN 2021**

### **Aperçu d'EURO**

EURO Ressources S.A. ("EURO" ou la "Société") est une société française dont l'actif principal est la redevance versée par IAMGOLD Corporation ("IAMGOLD") portant sur la production aurifère de la mine d'or Rosebel au Suriname (la "Redevance Rosebel"). La mine d'or Rosebel est détenue à 95 % et exploitée par IAMGOLD. EURO reçoit des paiements trimestriels versés par IAMGOLD au titre de cette redevance. La Société détient également un droit de redevance sur les concessions Paul Isnard, et des titres négociables.

EURO a environ 62,5 millions d'actions en circulation. Au 30 juin 2021, IAMGOLD France S.A.S. (« IAMGOLD France »), une filiale indirectement détenue en totalité par IAMGOLD, détenait environ 89,71 % de toutes les actions en circulation d'EURO. Au 30 juin 2021, IAMGOLD France détenait 56.058.191 actions représentant 112.116.382 droits de vote, soit environ 94,25 % des droits de vote d'EURO. Ce franchissement de seuil résulte d'une attribution de droits de vote double.

### **Sociétés contrôlées**

Au 30 juin 2021, EURO au capital de 624.912,81 €, ne contrôle aucune société. Conformément à la réglementation française, seuls les comptes sociaux de la Société seront soumis au vote des actionnaires.

Cependant, compte tenu de la réglementation canadienne, la Société ayant été cotée à la Bourse de Toronto au Canada jusqu'au 17 juillet 2009 et ayant encore un certain nombre d'actionnaires canadiens, elle doit à ce titre pour les besoins canadiens continuer à publier au Canada des comptes conformément aux normes internationales d'information financière ("IFRS"). Afin de respecter le principe de l'équivalence d'information prévu dans le règlement général de l'Autorité des Marchés Financiers ("AMF"), la Société a donc établi des états financiers IFRS qui feront partie du rapport financier semestriel, mais qui ne seront pas soumis à l'approbation des actionnaires de la Société.

En 2021, les actions de la Société étaient cotées sur le compartiment B d'Euronext Paris sous le symbole "EUR".

### **Évolution des affaires, des résultats et de la situation financière**

Le présent rapport semestriel d'activité, arrêté au 5 août 2021, doit être lu conjointement avec, et est relatif, aux comptes sociaux de la Société pour le semestre clos le 30 juin 2021 et à ses annexes. Les comptes sociaux sont exprimés en euros (€).

**(a) Règles comptables**

EURO ne contrôlant pas de sociétés au 30 juin 2021 et ne devant pas en conséquence présenter à ses actionnaires des comptes établis selon les IFRS, les comptes sociaux au 30 juin 2021 ont été établis selon les normes définies par le plan comptable général (règlement de l'ANC no 2014-03) approuvé par arrêté ministériel du 8 septembre 2014 et publié au Journal Officiel le 15 octobre 2014.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques. Les méthodes comptables et les modalités de calcul adoptées dans ces comptes intermédiaires sont identiques à celles utilisées dans les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2020.

**(b) Bilan**

Le total des actifs au bilan au 30 juin 2021 s'élevait à 33.843.390 € (44.990.518 € au 31 décembre 2020).

**(c) Liquidités et sources de financement**

Au 30 juin 2021, le montant des disponibilités s'élevait à 22.362.150 € (31 décembre 2020 : 31.495.846 €). EURO estime que sa capacité d'autofinancement est suffisante pour financer ses besoins opérationnels courants.

**(d) Autres titres immobilisés**

EURO détient des investissements en titres négociables dans des sociétés minières présentes sur un marché volatil. Le risque de variation des cours est lié à la fluctuation des cours des titres négociables.

Au 30 juin 2021, ces titres comprenaient 19.095.345 actions d'Orea Mining Corp. (« Orea ») (9,3% des actions en circulation au 30 juin 2021 ; 9,7% au 31 décembre 2020), et 3.819.069 actions d'Allegiant Gold Ltd (« Allegiant ») (4,9% des actions en circulation au 30 juin 2021 ; 6,2% au 31 décembre 2020).

Ces investissements en titres négociables sont comptabilisés initialement à leur valeur vénale qui correspond à la valeur de marché à la date de transaction, s'agissant de titres de sociétés cotées. À chaque date d'arrêté des comptes, après avoir comparé la juste valeur (cours moyen du dernier mois auxquels s'applique le dernier cours de change à la date d'arrêté) et le coût d'entrée, il en résulte des plus-values latentes ou des moins-values latentes. Les moins-values latentes doivent faire l'objet de dépréciations comptabilisées au compte de résultats. Lorsque la juste valeur à la date d'arrêté des comptes est supérieure à la valeur nette comptable mais inférieure au coût (brut) d'entrée, il ne s'agit pas d'une plus-value mais d'une diminution d'une moins-value antérieurement constatée sous forme de dépréciation ; cette diminution doit être constatée sous forme de reprise de dépréciation.

Au cours du semestre clos le 30 juin 2021, la Société a constaté une dépréciation de 388.342 € pour baisse de valeur des titres d'Orea et d'Allegiant et une reprise sur dépréciation de 548.317 € suite à l'augmentation du cours des titres d'Allegiant (2020 : reprise sur dépréciation de 80.672 €). La dépréciation a été comptabilisée dans les charges financières et la reprise sur dépréciation dans les produits financiers à l'état des résultats.

**(e) Dépréciation des immobilisations incorporelles**

Les valeurs comptables des actifs relatifs aux redevances de la Société sont revues à chaque clôture afin de déterminer s'il existe un quelconque indice de perte de valeur.

### *Mine Rosebel*

Aucun indicateur de ce type n'a été identifié pour les actifs incorporels relatifs à la redevance Rosebel au 30 juin 2021.

### *Projet Paul Isnard*

Au cours de l'année 2019, sont intervenus les événements suivants :

- La désignation en janvier de deux garants de la participation du public au développement du projet jusqu'à l'ouverture de l'enquête publique sur les demandes de permis par la Commission nationale du débat public (CNDP).
- L'annonce le 23 mai par le ministère la Transition écologique et de la Solidarité à l'issue de la première réunion du Conseil de défense écologique de l'incompatibilité du projet dans « son état actuel », avec les exigences de protection de l'environnement. Suite à cette annonce, la Compagnie Minière Montagne d'Or (la joint-venture) a réaffirmé au travers d'un communiqué de presse sa volonté de mener un dialogue ouvert et constructif avec toutes les parties prenantes.

Au 30 juin 2021, la CNDP n'avait pas encore remis ses conclusions

La non-obtention des permis d'exploitation entrainerait la nécessité de déprécier en totalité la valeur nette comptable des actifs relatifs à la redevance Paul Isnard.

Le 24 décembre 2020, le tribunal administratif de Cayenne a enjoint l'État Français à prolonger les concessions minières de Montagne d'Or dans un délai de 6 mois à compter de la décision.

Le 3 février 2021, le gouvernement français a annoncé qu'il faisait appel de la décision du tribunal administratif de prolonger les concessions minières de Montagne d'Or.

Le 7 juillet 2021, Orea Mining Corp. a déclaré que les parties avaient plaidé devant la Cour administrative d'appel de Bordeaux en France le 6 juillet 2021.

Le 22 juillet 2021, Orea Mining Corp. a annoncé que la Cour administrative d'appel de Bordeaux a rejeté l'appel et la demande de sursis à l'exécution des décisions du 24 décembre 2020 du gouvernement français. Dans son jugement, la Cour administrative d'appel a conclu que les arguments avancés par le gouvernement français étaient sans fondement et que la joint-venture avait soumis des demandes complètes et avait rempli toutes les exigences pour le renouvellement des concessions minières.

Lors du test de dépréciation réalisé au 31 décembre 2020, la Société a retenu comme hypothèse que les différentes autorisations et permis seraient obtenus et ce, dans des conditions qui permettront à la Compagnie Minière Montagne d'Or de réaliser ce projet. De l'avis de la Société, il est, à ce stade, prématuré de conclure qu'une dépréciation devrait être comptabilisée sur les actifs relatifs à la redevance Paul Isnard. La société continue donc de présumer que les diverses autorisations et permis seront accordés dans des conditions permettant à la joint-venture de poursuivre ce projet, bien que le calendrier soit quelque peu incertain. Aucune dépréciation n'a donc été comptabilisée dans les états financiers au 30 juin 2021.

## **(f) Capitaux propres**

Compte tenu du résultat du semestre clos le 30 juin 2021 qui s'élevait à un bénéfice de 4.513.237 €, les capitaux propres sociaux de la Société s'élevaient au 30 juin 2021 à 33.705.850 €

L'assemblée générale ordinaire annuelle des actionnaires du 19 mai 2021 a approuvé un dividende d'un montant de 15.622.820 € (0,25 € par action) qui a été payé aux actionnaires de la Société le 10 juin 2021.

**(g) Résultats**

Les comptes sociaux semestriels d'EURO présentent un bénéfice net de 4.513.237 € pour le semestre clos le 30 juin 2021 contre 8.538.511 € au cours de la même période en 2020.

**(h) Comparaison des résultats des semestres clos le 30 juin 2021 et le 30 juin 2020**

Selon le référentiel comptable français, les autres produits d'exploitation (hors gain de change) se sont établis à 5.654.116 € pour le semestre clos le 30 juin 2021, en baisse par rapport aux 12.455.388 € au cours du semestre clos le 30 juin 2020. Ces produits provenaient exclusivement de la redevance de la mine Rosebel pour les semestres clos le 30 juin 2021 et 2020. Les produits ont été moins élevés à ceux de la période précédente, principalement en raison du recul de la production d'or à 47 404 onces durant le premier semestre 2021, contre 107 794 onces à la même période en 2020 (7,0 millions d'euros), principalement attribuable à un débit plus faible et des teneurs inférieures en raison des fortes pluies qui ont eu une incidence sur les activités minières au cours du premier semestre de 2021. La baisse des produits est également expliquée par l'appréciation de l'euro (0,5 million d'euros), en partie compensée par un cours moyen de l'or plus élevé de 1 803 dollars américains l'once durant le premier semestre 2021, contre 1 633 dollars américains l'once durant le premier semestre 2020 (0,7 millions).

Les charges d'exploitation (hors dotations aux amortissements) se sont élevées à 340.618 € pour le semestre clos le 30 juin 2021 contre 567.633 € pour la même période en 2020. Cette baisse s'explique principalement par des charges administratives moins élevées.

Les dotations aux amortissements sur les actifs intangibles du premier semestre de 2021 se sont élevées à 68.125 € comparativement à 154.912 € pour la même période en 2020. Cette baisse en 2021 est liée à la production d'onces d'or moins élevée de la mine Rosebel.

Les résultats financiers comprennent une différence positive de change sur les comptes bancaires de 572.618 € au cours des six premiers mois de 2021 comparativement à une différence positive de change sur les comptes bancaires de 41.208 € au cours du premier semestre de 2020. Cet écart de change positif en 2021 en hausse par rapport à l'écart positif en 2020 est principalement dû à un affermissement de l'euro par rapport au dollar américain en 2021 versus 2020.

La Société a constaté une appréciation pour hausse de valeur des titres de 160.175 € à la suite de la hausse des cours des titres négociables pour le premier semestre de 2021 comparativement à une hausse de valeur de titres de 80.672 € pour la même période en 2020.

Durant le premier semestre clos le 30 juin 2021, EURO a comptabilisé une charge d'impôt sur les bénéfices de 1.718.412 €, contre un montant 3.537.207 € au premier semestre de 2020. La baisse s'explique principalement par l'incidence fiscale d'une baisse des bénéfices partiellement neutralisée par des écarts de conversion.

## Transactions entre parties liées

Les transactions intervenues au cours du semestre entre les parties liées au sens de l'article R123-199-1 du Code de commerce qui entrent dans le champ d'application de l'article R 123-198, 11° du même code sont les suivantes :

Les produits des redevances liées à la mine Rosebel au cours de la période de six mois terminée le 30 juin 2021 étaient de 5.654.116 € contre 12.455.388 € pour la même période en 2020. Au 30 juin 2021, 2.218.076 € restaient à recevoir et étaient inclus dans les créances clients (31 décembre 2020 – 2.889.432 €).

Au cours de la période de six mois terminée le 30 juin 2021, la Société a comptabilisé des honoraires de soutien d'un montant total de 36.164 € comparativement à 35.797 € au cours de la même période de 2020. Ces frais sont inclus dans les charges d'exploitation. Le montant à payer s'y rattachant au 30 juin 2021 était de 6.371 € (5.696 € au 31 décembre 2020) et était inclus dans les dettes fournisseurs.

## Évolution prévisible de l'activité en 2021

La fourchette des prévisions de production de la mine Rosebel a été abaissée pour 2021, passant de 144.000 onces à 171.000 onces, à 90.000 à 110.000 onces. La réduction reflète la multitude de défis qui ont eu, et continuent d'avoir un impact négatif sur les opérations, y compris la saison des pluies exceptionnellement sévère et l'incertitude continue liée à la pandémie de la COVID-19.

Il est prévu que la redevance Rosebel apporte à la Société des produits compris entre environ 10,1 millions d'euros et 12,5 millions d'euros (12,1 millions de dollars américains et 15,0 millions de dollars américains) en 2021. Ces produits avant impôt sont basés sur un cours de l'or établi à 1.745 dollars américains l'once et sur un taux de change de 1,20 dollar américains pour 1 euro. L'impact des fluctuations du cours moyen de l'or sur le chiffre d'affaires annuel d'EURO, sur la base d'une production estimée de 100.000 onces, se chiffrerait à environ 1,0 million de dollars américains pour chaque variation de 100 dollars américains l'once. L'incidence d'une fluctuation de 5 % du taux de change moyen sur les produits annuels d'EURO avoisinerait 0,6 million d'euros. Les flux de trésorerie d'EURO devraient être affectés principalement par le versement d'impôts sur le résultat. La Société conserve certaines disponibilités afin de poursuivre des opportunités susceptibles de renforcer son activité sur le long terme.

## Pandémie mondiale liée à la COVID-19

La pandémie mondiale de la COVID-19 continue d'évoluer. Malgré les vastes programmes de vaccination de masse qui limitent la propagation du virus dans de nombreux pays, l'émergence de nouveaux variants fait grimper les taux d'infection dans certaines régions, en particulier parmi les populations non vaccinées. La levée des restrictions sur la circulation des personnes et des biens, des mesures de distanciation physique, des restrictions sur les rassemblements et des exigences de quarantaine, ainsi que la recherche des contacts varient d'un pays à l'autre et souvent au sein d'un même pays. La Société surveille la situation de près et prend les mesures nécessaires pour gérer les effets de la pandémie de la COVID-19 sur tous les aspects de ses activités.

Une augmentation considérable des cas de COVID-19 a été observée en raison de l'émergence d'un nouveau variant au Suriname au cours du premier semestre de 2021. L'augmentation du nombre de cas et les répercussions sociales, y compris de multiples fermetures et un système de santé surchargé, ont eu un effet perturbateur sur les activités de la mine Rosebel. Plusieurs mesures d'atténuation ont été mises en place, notamment un programme obligatoire de dépistage des antigènes, et tous les travailleurs effectuant une rotation de travail 14/7 sont testés dans le but de réduire les incidences sur les activités. Plus récemment, les cas ont diminué, et les 360 lits supplémentaires qui ont été ajoutés au camp pour accueillir en toute sécurité une main-d'œuvre optimale sont maintenant utilisés.

\*  
\*       \*

Le Conseil d'administration





A Gold Resource  
Royalty Company

**Comptes sociaux (Normes françaises)**  
**pour la période du**  
**1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2021**

# ETATS FINANCIERS

Période du 01/01/2021 au 30/06/2021

## EURO RESSOURCES S.A.

23 rue du roule  
75001 PARIS

Siret : 39091908200086



### **GVA EURAUDIT**

Société par actions simplifiée d'Expertise Comptable et de  
Commissaires aux Comptes inscrite aux tableaux  
de l'Ordre et de la Compagnie de Paris

105 avenue Raymond Poincaré 75116 PARIS

Tél. 01 45 00 76 00

[www.gva.fr](http://www.gva.fr)

Certifié ISO 9001 - Version 2015

## Sommaire

<b>1. Comptes annuels</b>	<b>1</b>
Bilan actif	2
Bilan passif	3
Compte de résultat	4
COMPTE DE RESULTAT (suite)	5
Annexe	6
<i>Règles et méthodes comptables</i>	7
<i>Faits caractéristiques</i>	11
<i>Notes sur le bilan</i>	12
<i>Dépréciation des actifs</i>	17
<i>Tableau de variation des capitaux propres</i>	18
<i>Notes sur le compte de résultat</i>	19
<i>Identité des sociétés mères consolidant les comptes</i>	20

# ETATS FINANCIERS

Période du 01/01/2020 au 30/06/2021

Comptes annuels



## Bilan actif

	Brut	Amortissement Dépréciations	Net 30/06/2021	Net 31/12/2020
Capital souscrit non appelé				
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>				
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brvts, licences, logiciels, drts & val.similaires	15 340 634	8 868 715	6 471 919	6 540 044
Fonds commercial (1)				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Autres immobilisations corporelles				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
<b>Immobilisations financières (2)</b>				
Participations (mise en équivalence)				
Autres participations				
Créances rattachées aux participations				
Autres titres immobilisés	5 945 036	3 580 842	2 364 194	2 204 019
Prêts				
Autres immobilisations financières				
<b>TOTAL ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>21 285 670</b>	<b>12 449 557</b>	<b>8 836 113</b>	<b>8 744 063</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
<b>Stocks et en-cours</b>				
Matières premières et autres approvisionnements				
En-cours de production (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
<b>Avances et acomptes versés sur commandes</b>				
<b>Créances (3)</b>				
Clients et comptes rattachés	2 218 076		2 218 076	2 889 432
Etat, Taxes sur le chiffre d'affaire	26 497		26 497	
Autres créances	390 339		390 339	1 861 177
Capital souscrit et appelé, non versé				
<b>Divers</b>				
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	22 362 150		22 362 150	31 495 846
Charges constatées d'avance (3)	10 215		10 215	
<b>TOTAL ACTIF CIRCULANT</b>	<b>25 007 277</b>		<b>25 007 277</b>	<b>36 246 454</b>
Frais d'émission d'emprunt à évaluer				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif				
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>46 292 947</b>	<b>12 449 557</b>	<b>33 843 390</b>	<b>44 990 518</b>
(1) Dont droit au bail				
(2) Dont à moins d'un an (brut)				
(3) Dont à plus d'un an (brut)				

## Bilan passif

	30/06/2021	31/12/2020
<b>CAPITAUX PROPRES</b>		
Capital	624 913	624 913
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	158 097	158 097
Ecart de réévaluation		
Réserve légale	62 496	62 496
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves		
Report à nouveau	28 347 107	33 168 472
<b>RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)</b>	<b>4 513 237</b>	<b>10 801 455</b>
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
<b>TOTAL CAPITAUX PROPRES</b>	<b>33 705 850</b>	<b>44 815 433</b>
<b>AUTRES FONDS PROPRES</b>		
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
<b>TOTAL AUTRES FONDS PROPRES</b>		
<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
<b>TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>		
<b>DETTES (1)</b>		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)		
Emprunts et dettes financières diverses (3)	6 371	5 696
Avances et acomptes reçues sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	99 708	142 407
Dettes fiscales et sociales	8 404	7 501
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	23 057	19 481
Produits constatés d'avance (1)		
<b>TOTAL DETTES</b>	<b>137 540</b>	<b>175 085</b>
Ecarts de conversion passif		
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>33 843 390</b>	<b>44 990 518</b>
(1) Dont à plus d'un an (a)		
(1) Dont à moins d'un an (a)	137 540	175 085
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque		
(3) Dont emprunts participatifs		
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours		

## Compte de résultat

	France	Exportations	30/06/2021	30/06/2020
<b>Produits d'exploitation (1)</b>				
Ventes de marchandises				
Production vendue (biens)				
Production vendue (services)				
<b>Chiffre d'affaires net</b>				
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
Reprises sur provisions (et amortissements), transferts de charges				
Autres produits			5 839 506	12 455 388
<b>Total produits d'exploitation (I)</b>			<b>5 839 506</b>	<b>12 455 388</b>
<b>Charges d'exploitation (2)</b>				
Achats de marchandises				
Variations de stock				
Achats de matières premières et autres approvisionnements				
Variations de stock				
Autres achats et charges externes (a)			202 588	268 864
Impôts, taxes et versements assimilés			47 300	189 555
Salaires et traitements				
Charges sociales				
Dotations aux amortissements et dépréciations :				
- Sur immobilisations : dotations aux amortissements			68 125	154 912
- Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
- Sur actif circulant : dotations aux dépréciations				
- Pour risques et charges : dotations aux provisions				
Autres charges			90 730	109 214
<b>Total charges d'exploitation (II)</b>			<b>408 743</b>	<b>722 545</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)</b>			<b>5 430 763</b>	<b>11 732 843</b>
<b>Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun</b>				
<b>Bénéfice attribué ou perte transférée (III)</b>				
<b>Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)</b>				
<b>Produits financiers</b>				
De participation (3)				
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)				
Autres intérêts et produits assimilés (3)			68 093	220 995
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges			548 317	80 672
Différences positives de change			572 618	41 208
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
<b>Total produits financiers (V)</b>			<b>1 189 028</b>	<b>342 875</b>
<b>Charges financières</b>				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions			388 142	
Intérêts et charges assimilées (4)				
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
<b>Total charges financières (VI)</b>			<b>388 142</b>	<b>0</b>
<b>RESULTAT FINANCIER (V-VI)</b>			<b>800 886</b>	<b>342 875</b>
<b>RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV+V-VI)</b>			<b>6 231 649</b>	<b>12 075 718</b>

## Compte de résultat (suite)

	30/06/2021	30/06/2020
<b>Produits exceptionnels</b>		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions et dépréciation et transferts de charges		
<b>Total produits exceptionnels (VII)</b>		
<b>Charges exceptionnelles</b>		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
<b>Total charges exceptionnelles (VIII)</b>		
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)</b>		
Participation des salariés aux résultats (IX)		
Impôts sur les bénéfices (X)	1 718 412	3 537 207
<b>Total des produits (I+III+V+VII)</b>	<b>6 985 978</b>	<b>12 798 263</b>
<b>Total des charges (II+IV+VI+VIII+IX+X)</b>	<b>2 472 741</b>	<b>4 259 752</b>
<b>BENEFICE OU PERTE</b>	<b>4 513 237</b>	<b>8 538 511</b>
(a) Y compris :		
- Redevances de crédit-bail mobilier		
- Redevances de crédit-bail immobilier		
(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs		
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs		
(3) Dont produits concernant les entités liées		
(4) Dont intérêts concernant les entités liées		



# ETATS FINANCIERS

Période du 01/01/2021 au 30/06/2021

Annexe



## Règles et méthodes comptables

EURO RESSOURCES S.A. (ci-après "EURO" ou la "Société") est cotée sur le marché Euronext Paris sous la référence FR0000054678.

### Annexe au bilan avant répartition du semestre clos le 30 juin 2021

Le total du bilan au 30 juin 2021 est de 33.843.390 € et le compte de résultat de la période du 1<sup>er</sup> janvier 2021 au 30 juin 2021, présenté sous forme de liste, dégage un bénéfice de 4.513.237 €.

Cette situation intermédiaire a une durée de 6 mois, recouvrant la période allant du 1<sup>er</sup> janvier 2021 au 30 juin 2021.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes intermédiaires.

Ces comptes intermédiaires ont été arrêtés le 5 août 2021 par le Conseil d'administration de la Société.

### Règles comptables

Les comptes intermédiaires du semestre clos le 30 juin 2021 ont été établis selon les normes définies par le plan comptable général (règlement de l'ANC n°2014-03) approuvé par arrêté ministériel du 8 septembre 2014 et publié au Journal Officiel le 15 octobre 2014. Ce règlement a été modifié, notamment par les règlements suivants :

- Le règlement ANC n°2015-06 du 23 novembre 2015 approuvé par arrêté du 4 décembre 2015 relatif à la définition du fonds commercial, l'évaluation des actifs corporels et incorporels postérieurement à leur date d'acquisition, le mali technique de fusion ;
- Le règlement ANC n°2016-07 du 4 novembre 2016 approuvé par arrêté du 26 décembre 2016.

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Les résultats de change sur les dettes et créances commerciales sont désormais enregistrés en résultat d'exploitation.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques. Les méthodes comptables et les modalités de calcul adoptées dans ces comptes intermédiaires sont identiques à celles utilisées dans les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2020.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en Euros (€).

### Jugements, estimations et hypothèses comptables déterminants

Lors de la préparation des états financiers, la direction est amenée à formuler des jugements, à faire des estimations et à retenir des hypothèses ayant une incidence sur le montant des actifs, des passifs et des passifs éventuels publié à la date des états financiers, et sur le montant des produits et des charges publiés durant la période considérée. Les estimations et les hypothèses sont constamment évaluées et sont fondées sur l'expérience de la direction et sur d'autres facteurs, notamment les événements futurs anticipés jugés raisonnables au vu des circonstances.

Les hypothèses sur l'avenir et les autres sources majeures d'incertitude relatives aux estimations à la fin de la période de présentation de l'information financière comportent un risque important de donner lieu à un ajustement significatif des valeurs comptables des actifs et des passifs durant l'exercice suivant. Les principaux jugements et sources d'incertitude relatives aux estimations susceptibles, selon la Société, d'avoir un impact significatif sur les montants comptabilisés dans ses états financiers concernent principalement l'évaluation des redevances et des provisions.

Les estimations relatives aux réserves et aux ressources minérales sont incertaines et les résultats réels pourraient être différents de ces estimations. Les estimations pourraient devoir être révisées en raison des résultats issus des forages, des tests et de la production, ainsi que des variations significatives des cours des métaux et des charges opérationnelles postérieures à la date des estimations. Les estimations des réserves et des ressources minérales ont un impact sur la détermination de la durée d'utilité des redevances, l'évaluation de la charge d'amortissement et l'analyse de la dépréciation.

La détermination de l'existence d'une obligation actuelle à la fin de la période considérée à la lumière de tous les indices disponibles, dont l'opinion d'experts, fait appel au jugement.

### Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées selon la méthode du coût amorti, en utilisant une méthode d'amortissement sur une durée d'utilité fonction de ses caractéristiques propres. Les immobilisations incorporelles incluses dans Concessions, brevets et licences, sont composées de :

## Règles et méthodes comptables

### Droits à redevances Rosebel :

Ces droits correspondent au 30 juin 2021, aux droits à redevances relatifs à la mine Rosebel pour une valeur brute de 11.145.984 € et une valeur nette de 2.277.269 €.

Ces droits sont comptabilisés à leur coût d'acquisition, déterminés en fonction du niveau de production attendu de la mine et sont amortis en fonction de leur durée d'exploitation réelle.

La redevance Rosebel payée par IAMGOLD Corporation (« IAMGOLD »), qui porte sur la première tranche de 7 millions d'onces d'or produites par la mine, est calculée en fonction de la production d'or de la mine Rosebel et du cours de l'or (« Afternoon London Price »). Au 30 juin 2021, la mine Rosebel avait produit depuis son entrée en production 5,45 millions d'onces d'or, et il restait environ 1,55 millions d'onces d'or à extraire en vertu de ce contrat de redevance. Les réserves prouvées et probables de la mine Rosebel étaient estimées à 3,4 millions d'onces au 31 décembre 2020. Ces réserves n'incluent pas les réserves liées au gisement Saramacca de la mine Rosebel puisqu'elles ne sont pas incluses dans la définition de la propriété selon le contrat de redevance. La redevance est calculée sur la base de 10 % du cours de l'or supérieur à 300 dollars américains par once pour les minerais tendres et transitionnels, et supérieur à 350 dollars américains par once pour les minerais de roche dure et, dans chaque cas, déduction faite d'une redevance fixe de 2 % de la production versée en nature au gouvernement du Suriname.

La dotation aux amortissements de ces droits est égale au produit des quantités extraites de la période par la valeur nette comptable des droits au 1er janvier, divisé par les quantités restantes à extraire à cette même date.

Conformément au plan comptable général, toute modification significative de l'estimation de la réserve globale de la mine entraînera la révision prospective du plan d'amortissement des droits.

### Droits à redevances Paul Isnard :

D'une valeur brute et nette de 4.194.650 €, ces droits correspondent, en application de la convention d'option signée avec Orea Mining Corp., au droit à redevance sur la production nette d'affinage couvrant les concessions Paul Isnard et une zone d'intérêts entourant les concessions en Guyane Française détenues dans le cadre d'un accord de coentreprise entre Orea Mining Corp. et Nord Gold SE (Compagnie Minière Montagne d'Or).

Cette redevance est de 1,8 % sur la première tranche de 2 millions d'onces d'or, et de 0,9 % sur la tranche suivante de 3 millions d'onces d'or. Cet actif sera amorti à hauteur des quantités extraites de l'année et rapportées à 5 millions d'onces d'or correspondant au plafond des droits à redevance.

### **Dépréciation des immobilisations incorporelles**

Les valeurs comptables des actifs relatifs aux redevances de la Société sont revues à chaque clôture afin de déterminer s'il existe un quelconque indice de perte de valeur (diminution significative des réserves d'or prouvées et probables, chute du cours de l'or sur le London Bullion Market, dégradation du cours du dollar).

Un test de dépréciation est effectué à chaque clôture annuelle, la durée de projection prenant fin quand l'intégralité des onces d'or au titre du contrat de redevance ont été extraites (prévisions jusqu'à 2025 pour la mine Rosebel et 2032 pour le projet Paul Isnard). Le test prend en compte les hypothèses suivantes :

- Une comparaison entre les réserves prouvées et probables définies par une personne qualifiée au sens du droit minier Canadien et les quantités restant à extraire au titre du contrat de redevance (au 31 décembre 2020, 2,7 millions d'once d'or pour Paul Isnard, 3,4 millions pour Rosebel).
- Un cours moyen estimé de l'or sur la base de travaux d'établissements financiers multiples, soit 1 275 USD par once d'or pour Paul Isnard, et un cours moyen estimé variant de 1 600 USD à 1 750 USD par once d'or pour Rosebel.
- Un cours moyen du dollar américain, estimé à 1,20 USD par euro sur la période de projection pour Paul Isnard, et 1,19 USD par euro pour Rosebel.
- Un taux d'actualisation variant de 6.5% à 7%.

Par ailleurs, un test de sensibilité a été réalisé sur les hypothèses financières et opérationnelles. Il apparaît qu'aucun changement raisonnablement possible d'une ou des hypothèses clés conduirait à devoir déprécier les actifs testés.

### *Mine Rosebel*

Aucun indicateur de ce type n'a été identifié pour les actifs incorporels relatifs à la redevance Rosebel au 30 juin 2021.

### *Projet Paul Isnard*

Au cours de l'année 2019, sont intervenus les événements suivants :

- La désignation en janvier de deux garants de la participation du public au développement du projet jusqu'à l'ouverture de l'enquête publique sur les demandes de permis par la Commission nationale du débat public (CNDP).

- L'annonce le 23 mai par le ministère la Transition écologique et de la Solidarité à l'issue de la première réunion du Conseil de défense écologique de l'incompatibilité du projet dans « son état actuel », avec les exigences de protection de l'environnement. Suite à cette annonce, la Compagnie Minière Montagne d'Or (la joint-venture) a réaffirmé au travers d'un communiqué de presse sa volonté de mener un dialogue ouvert et constructif avec toutes les parties prenantes.

Les déclarations du gouvernement français concernant la Compagnie Minière Montagne D'Or, à laquelle la redevance Paul Isnard est attachée, ont créé une incertitude quant à la délivrance des différentes autorisations et permis non encore obtenus et nécessaires au développement du projet, et peuvent ainsi potentiellement affecter les capacités opérationnelles et financières du projet.

## Règles et méthodes comptables

Au 30 juin 2021, la CNDP n'avait pas encore remis ses conclusions.

La non-obtention des permis d'exploitation entrainerait la nécessité de déprécier en totalité la valeur nette comptable des actifs relatifs à la redevance Paul Isnard.

Le 24 décembre 2020, le tribunal administratif de Cayenne a enjoint l'État Français à prolonger les concessions minières de Montagne d'Or dans un délai de 6 mois à compter de la décision.

Le 3 février 2021, le gouvernement français a annoncé qu'il faisait appel de la décision du tribunal administratif de prolonger les concessions minières de Montagne d'Or.

Le 7 juillet 2021, Orea Mining Corp. a déclaré que les parties avaient plaidé devant la Cour administrative d'appel de Bordeaux en France le 6 juillet 2021.

Le 22 juillet 2021, Orea Mining Corp. a annoncé que la Cour administrative d'appel de Bordeaux a rejeté l'appel et la demande de sursis à l'exécution des décisions du 24 décembre 2020 du gouvernement français. Dans son jugement, la Cour administrative d'appel a conclu que les arguments avancés par le gouvernement français étaient sans fondement et que la joint-venture avait soumis des demandes complètes et avait rempli toutes les exigences pour le renouvellement des concessions minières.

Lors du test de dépréciation réalisé au 31 décembre 2020, la Société a retenu comme hypothèse que les différentes autorisations et permis seraient obtenus et ce, dans des conditions qui permettront à la Compagnie Minière Montagne d'Or de réaliser ce projet. De l'avis de la Société, il est, à ce stade, prématuré de conclure qu'une dépréciation devrait être comptabilisée sur les actifs relatifs à la redevance Paul Isnard. La société continue donc de présumer que les diverses autorisations et permis seront accordés dans des conditions permettant à la joint-venture de poursuivre ce projet, bien que le calendrier soit quelque peu incertain. Aucune dépréciation n'a donc été comptabilisée dans les états financiers au 30 juin 2021.

### Autres titres immobilisés – Titres négociables

EURO détient des investissements en titres négociables dans des sociétés minières présentes sur un marché volatil. Le risque de variation des cours est lié à la fluctuation des cours des titres négociables.

Au 30 juin, 2021, ces titres comprenaient 19.095.345 actions de Orea Mining Corp. (« Orea ») (9,3% des actions en circulation au 30 juin 2021 ; 9,7% au 31 décembre 2020), et 3.819.069 actions d'Allegiant Gold Ltd (« Allegiant ») (4,9% des actions en circulation au 30 juin 2021 ; 6,2% au 31 décembre 2020).

Ces investissements en titres négociables sont comptabilisés initialement à leur valeur vénale qui correspond à la valeur de marché à la date de transaction, s'agissant de titres de sociétés cotées. À chaque date d'arrêté des comptes, après avoir comparé la juste valeur (cours moyen du dernier mois auxquels s'applique le dernier cours de change à la date d'arrêté) et le coût d'entrée, il en résulte des plus-values latentes ou des moins-values latentes. Les moins-values latentes doivent faire l'objet de dépréciations comptabilisées au compte de résultats. Lorsque la juste valeur à la date d'arrêté des comptes est supérieure à la valeur nette comptable mais inférieure au coût (brut) d'entrée, il ne s'agit pas d'une plus-value mais d'une diminution d'une moins-value antérieurement constatée sous forme de dépréciation ; cette diminution doit être constatée sous forme de reprise de dépréciation.

Au cours du semestre clos le 30 juin 2021, la Société a constaté une reprise sur dépréciation de 548.317 € à la suite de la variation des cours des titres d'Orea et Allegiant (reprise sur dépréciation de 80.672 € au 30 juin 2020).

### Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur de fin de période est inférieure à la valeur comptable.

### Transactions en devises

Les charges et produits en devises sont enregistrés pour leur contrevaletur à la date de l'opération.

Les dettes, créances, disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contrevaletur au cours de fin de période. La différence résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au compte de résultats en différences de change.

### Écart de change

Les sociétés industrielles et commerciales doivent appliquer le règlement ANC n° 2015-05 relatif aux instruments financiers à terme et aux opérations de couverture à leurs exercices ouverts depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017. Ce règlement est d'application obligatoire aussi bien pour les comptes sociaux que pour les comptes consolidés établis en règles françaises (Règlement 99 -02) des entreprises industrielles et commerciales. Les résultats de change sur les dettes et créances commerciales sont désormais enregistrés en résultat d'exploitation.

### Disponibilités

Les disponibilités comprennent les liquidités en comptes courants bancaires. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur recouvrable est inférieure à la valeur comptable.

Environ 3,9 % de la trésorerie disponible d'EURO était détenue en euros au 30 juin 2021 (31 décembre 2020 : 1 %), le principal compte bancaire étant en dollars américains.

### Dettes

Les dettes sont valorisées à leur valeur nominale.

## Règles et méthodes comptables

### Changement de méthodes

Il n'y a pas eu de changement de méthodes comptables au cours de la période.

### Transactions entre parties liées

Les transactions intervenues au cours de l'exercice entre les parties liées au sens de l'article R123-199-1 du Code de commerce qui entrent dans le champ d'application de l'article R 123-198, 11° du même code sont les suivantes :

Les produits des redevances liées à la mine Rosebel au cours de la période de six mois terminée le 30 juin 2021 étaient de 5.654.116 € contre 12.455.388 € pour la même période en 2020.

Au cours de la période de six mois terminée le 30 juin 2021, la Société a comptabilisé des honoraires de soutien d'un montant total de 36.164 € comparativement à 35.797 € au cours de la même période de 2020. Ces frais sont inclus dans les charges d'exploitation. Ces frais étaient inclus dans les charges d'exploitation. Le montant à payer s'y rattachant au 30 juin 2021 était de 6.371 € (5.696 € au 31 décembre 2020) et était inclus dans les dettes fournisseurs.

### Charge d'impôts

Conformément à la recommandation CNC n°99-R-01, la charge d'impôt sur les sociétés a été évaluée en appliquant au résultat actuel avant impôt de la période, le taux effectif moyen estimé pour l'exercice 2021 soit 26.5% au 30 juin 2021 (en 2020, le taux d'impôt sur les sociétés applicables au résultat avant impôts était de 28%). Une cotisation sociale généralisée de 3.3% s'ajoute au taux d'imposition.

### Provisions pour litiges et contrôles réglementaires

De par leur nature, les passifs éventuels seront déterminés uniquement lors de la survenue ou de l'absence de survenue d'un ou plusieurs événements futurs. L'évaluation des passifs éventuels fait appel au jugement et met en jeu des estimations importantes sur l'issue d'événements futurs.

La Société peut faire l'objet de contrôles par les autorités réglementaires, qui peuvent être complexes et sujets à interprétation. Il peut s'agir de contrôles fiscaux. La Société fait preuve de diligence et exerce un jugement avisé pour interpréter les dispositions des lois et des réglementations en vigueur, ainsi que leur application et leur administration par les autorités réglementaires pour déterminer raisonnablement et verser les montants dus. Le cas échéant, la Société peut être soumise à un examen par les autorités réglementaires et, dans ce contexte, les interprétations de la Société sur les montants dus et versés peuvent donner lieu à des litiges.

Des conseillers juridiques et autres experts évaluent l'issue possible des litiges et des contrôles réglementaires. En conséquence, la Société constitue des provisions au titre des montants qu'elle risque de devoir payer.

Une provision est comptabilisée lorsque (i) la Société a une obligation légale ou implicite envers un tiers résultant d'événements passés, (ii) il est probable que le règlement de cette obligation entraînera une sortie de ressources, et (iii) le montant de cette obligation peut être estimé de manière fiable.

Au 30 juin 2021, la Société n'avait pas constitué de provision au titre de litiges ou de contrôles réglementaires, en l'absence de plainte ou de contrôle.

## Faits caractéristiques

### Autres éléments significatifs

Les principaux actifs de la Société sont une redevance sur la mine d'or Rosebel au Suriname (la « redevance Rosebel »), une redevance relative aux concessions Paul Isnard et des titres négociables. La redevance Rosebel est payable par IAMGOLD.

La mine d'or Rosebel est détenue à 95 % par IAMGOLD Corporation (« IAMGOLD ») et elle est exploitée par IAMGOLD.

EURO RESSOURCES a environ 62,5 millions d'actions en circulation. IAMGOLD France S.A.S. (« IAMGOLD France »), une filiale indirectement détenue en totalité par IAMGOLD, détenait environ 89,71 % de toutes les actions en circulation d'EURO RESSOURCES au 30 juin 2021.

Au 30 juin 2021, IAMGOLD France détenait 56.058.191 actions représentant 112.116.382 droits de vote, soit 94,25% des droits de vote d'EURO RESSOURCES. Ce franchissement de seuil résulte d'une attribution de droits de vote double.

### Distribution de dividendes

L'assemblée générale ordinaire annuelle des actionnaires du 19 mai 2021 a approuvé un dividende d'un montant de 15.622.820 € (0,25 € par action) qui a été payé aux actionnaires de la Société le 10 juin 2021.

### Pandémie mondiale liée à la COVID-19

La pandémie mondiale de la COVID-19 continue d'évoluer. Malgré les vastes programmes de vaccination de masse qui limitent la propagation du virus dans de nombreux pays, l'émergence de nouveaux variants fait grimper les taux d'infection dans certaines régions, particulièrement parmi les populations non vaccinées. La levée des restrictions sur la circulation des personnes et des biens, des mesures de distanciation physique, des restrictions sur les rassemblements et des exigences de quarantaine, ainsi que la recherche des contacts varient d'un pays à l'autre et souvent au sein d'un même pays. La Société surveille la situation de près et prend les mesures nécessaires pour gérer les effets de la pandémie de la COVID-19 sur tous les aspects de ses activités.

Une augmentation considérable des cas de COVID-19 a été observée en raison de l'émergence d'un nouveau variant au Suriname au cours du premier semestre de 2021. L'augmentation du nombre de cas et les répercussions sociales, y compris de multiples fermetures et un système de santé surchargé, ont eu un effet perturbateur sur les activités de la mine Rosebel. Plusieurs mesures d'atténuation ont été mises en place, notamment un programme obligatoire de dépistage des antigènes, et tous les travailleurs effectuant une rotation de travail 14/7 sont testés dans le but de réduire les incidences sur les activités. Plus récemment, les cas ont diminué, et les 360 lits supplémentaires qui ont été ajoutés au camp pour accueillir en toute sécurité une main-d'œuvre optimale sont maintenant utilisés.

## Notes sur le bilan

### Actif immobilisé

#### Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	15 340 634			15 340 634
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>15 340 634</b>			<b>15 340 634</b>
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Installations générales, agencements aménagements divers				
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier				
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
<b>Immobilisations corporelles</b>				
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations				
- Autres titres immobilisés	5 945 036			5 945 036
- Prêts et autres immobilisations financières				
<b>Immobilisations financières</b>	<b>5 945 036</b>			<b>5 945 036</b>
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>21 285 670</b>			<b>21 285 670</b>

## Notes sur le bilan

### Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	8 800 590	68 125		8 868 715
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>8 800 590</b>	<b>68 125</b>		<b>8 868 715</b>
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage Industriels				
- Installations générales, agencements aménagements divers				
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier				
- Emballages récupérables et divers				
<b>Immobilisations corporelles</b>				
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>8 800 590</b>	<b>68 125</b>		<b>8 868 715</b>



## Notes sur le bilan

### Actif circulant

#### Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 2 645 127 Euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
<b>Créances de l'actif immobilisé :</b>			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres			
<b>Créances de l'actif circulant :</b>			
Créances Clients et Comptes rattachés	2 218 076	2 218 076	
Autres	416 836	416 836	
Capital souscrit - appelé, non versé			
Charges constatées d'avance	10 215	10 215	
<b>Total</b>	<b>2 645 127</b>	<b>2 645 127</b>	
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

## Notes sur le bilan

### Capitaux propres

### Composition du capital social

Capital social d'un montant de 624 912,81 Euros décomposé en 62 491 281 titres d'une valeur nominale de 0,01 Euros.

### Dettes

Les flux s'analysent comme suit :

### Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 137 540 Euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (*)	6 371	6 371		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	99 708	99 708		
Dettes fiscales et sociales	8 404	8 404		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes	23 056	23 056		
Produits constatés d'avance				
<b>Total</b>	<b>137 540</b>	<b>137 540</b>		
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice dont :				

## Notes sur le bilan

### Charges à payer

	Montant
FOURNISSEURS FRANCE - FNP	83 841
FOURNISSEURS CANADIEN - FNP	15 867
FORFAIT SOCIAL / JDP	5 124
ETAT TAXES A PAYER	3 280
<b>Total</b>	<b>108 112</b>

### Comptes de régularisation

### Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
CHARGES CONSTAT. D AVANCE	10 215		
<b>Total</b>	<b>10 215</b>		

## Dépréciation des actifs

	Dépréciations au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Dépréciations à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Immobilisations financières	3 741 017	388 142	548 317	3 580 842
Stocks				
Créances et valeurs mobilières				
<b>TOTAL</b>	<b>3 741 017</b>	<b>388 142</b>	<b>548 317</b>	<b>3 580 842</b>

Au 30 juin 2021, la dépréciation des immobilisations financières concerne :

- Les titres OREA à hauteur de 3.077.011 €
- Les titres ALLEGIANT à hauteur de 503.832 €

## Tableau de variation des capitaux propres

	Solde au 31/12/2020	Affectation du résultat	Distribution de dividende	Résultat 30/06/2021	Solde au 30/06/2021
Capital social	624 913				624 913
Primes d'émission	123 567				123 567
Bon de souscription	34 530				34 530
Réserve légale	62 496				62 496
Report à nouveau	33 168 472	10 801 455	-15 622 820		28 347 107
Résultat	10 801 455	-10 801 455		4 513 237	4 513 237
<b>TOTAL</b>	<b>44 815 433</b>		<b>- 15 622 820</b>	<b>4 513 237</b>	<b>33 705 850</b>

## Notes sur le compte de résultat

### Reprises sur provisions et dépréciations

Le poste intitulé « Reprises sur provisions et dépréciations, transferts de charges » est constitué des reprises sur dépréciations des investissements en titres négociables.

## Identité des sociétés mères consolidant les comptes

(Articles R. 123-195 et R. 123-196 du code de commerce)

Dénomination sociale	Ayant son siège social à
IAMGOLD CORPORATION	401 Bay Street, Suite 3200, PO Box153 Toronto, Ontario, Canada M5H 2Y4



États financiers intermédiaires  
résumés non audités (Normes IFRS)  
Deuxième trimestre clos le 30 juin 2021



## Sommaire

Bilans	3
Comptes de résultat	4
États du résultat global	5
Tableaux des flux de trésorerie	6
Tableaux de variation des capitaux propres	7
Notes aux états financiers intermédiaires résumés	8 – 18

**Bilans**  
**(non audités)**  
**(en milliers d'euros)**

	Notes	30 juin 2021	31 décembre 2020
<b>Actifs non courants</b>		<b>€ 9 553</b>	<b>€ 10 207</b>
Redevances	4	7 370	7 219
Titres négociables	5	2 183	2 988
<b>Actifs courants</b>		<b>25 007</b>	<b>36 246</b>
Créances clients	6	2 218	2 889
Autres actifs courants		37	25
Créance d'impôt sur le résultat		390	1 836
Trésorerie	7	22 362	31 496
<b>Total des actifs</b>		<b>€ 34 560</b>	<b>€ 46 453</b>
<b>Capitaux propres</b>		<b>€ 34 217</b>	<b>€ 45 845</b>
Capital social	8.1	625	625
Primes d'émission	8.1	84	84
Autres réserves		30 160	31 173
Résultat net de la période		3 348	13 963
<b>Passifs non courants</b>		<b>206</b>	<b>434</b>
Impôts différés		206	434
<b>Passifs courants</b>		<b>137</b>	<b>174</b>
Dettes fournisseurs et passifs courants		137	174
<b>Total des passifs et des capitaux propres</b>		<b>€ 34 560</b>	<b>€ 46 453</b>
Passifs éventuels	15		

Les notes jointes font partie intégrante de ces états financiers intermédiaires résumés non audités.

**Comptes de résultat****(non audités)****(en milliers d'euros, sauf pour les montants par action)**

	Notes	Deuxième trimestre clos le 30 juin		Semestre clos le 30 juin	
		2021	2020	2021	2020
Produits	11	€ 2 192	€ 5 223	€ 5 654	€ 12 455
Charges opérationnelles	12	(139)	(209)	(261)	(328)
Dotation aux amortissements	4	(31)	(77)	(78)	(193)
Résultat opérationnel		2 022	4 937	5 315	11 934
Produits des placements		36	56	68	221
Pertes de change		(183)	(193)	(247)	(175)
Résultat financier net		(147)	(137)	(179)	46
Résultat avant impôt sur le résultat		1 875	4 800	5 136	11 980
Charge d'impôt sur le résultat	9	(400)	(1 507)	(1 788)	(3 717)
Résultat net		€ 1 475	€ 3 293	€ 3 348	€ 8 263
Résultat par action de base et dilué (€/action)	8.2	€ 0.024	€ 0.053	€ 0.054	€ 0.132

Les notes jointes font partie intégrante de ces états financiers intermédiaires résumés non audités.

**États du résultat global**  
**(non audités)**  
**(en milliers d'euros)**

	Note	Deuxième trimestre clos le 30 juin		Semestre clos le 30 juin	
		2021	2020	2021	2020
Résultat net		€ 1 475	€ 3 293	€ 3 348	€ 8 263
Autres éléments du résultat global (perte)					
Éléments qui ne seront pas reclassés en résultat					
Variation nette latente de la juste valeur de titres négociables, après impôts	5	185	1 220	(615)	267
Écarts de conversion		(670)	(761)	1 262	147
Autres éléments du résultat global (perte)		(485)	459	647	414
Total du résultat global		€ 990	€ 3 752	€ 3 995	€ 8 677

Les notes jointes font partie intégrante de ces états financiers intermédiaires résumés non audités.

**Tableaux des flux de trésorerie**  
(non audités)  
(en milliers d'euros)

		Deuxième trimestre clos le 30 juin		Semestre clos le 30 juin	
	Notes	2021	2020	2021	2020
<b>Activités opérationnelles</b>					
Résultat net	€	1 475	€ 3 293	€ 3 348	€ 8 263
Élimination des éléments sans incidence sur la trésorerie :					
Dotation aux amortissements		31	77	78	193
Pertes de change		183	193	247	175
Charge d'impôt sur le résultat		400	1 507	1 788	3 717
Variations des éléments du fonds de roulement sans incidence sur la	13	1 308	2 321	694	1 013
Trésorerie générée par les activités opérationnelles, avant impôts payés		3 397	7 391	6 155	13 361
Impôts payés		734	(2 040)	(309)	(3 761)
<b>Trésorerie nette générée par les activités opérationnelles</b>		<b>4 131</b>	<b>5 351</b>	<b>5 846</b>	<b>9 600</b>
<b>Activités de financement</b>					
Dividendes versés	8.3	(15 623)	(12 498)	(15 623)	(12 498)
<b>Impact latent des variations de cours de devises sur la trésorerie</b>		<b>(718)</b>	<b>(653)</b>	<b>643</b>	<b>(28)</b>
<b>Diminution de la trésorerie</b>		<b>(12 210)</b>	<b>(7 800)</b>	<b>(9 134)</b>	<b>(2 926)</b>
Trésorerie au début de la période		34 572	36 494	31 496	31 620
<b>Trésorerie à la fin de la période</b>	€	<b>22 362</b>	€ 28 694	€ 22 362	€ 28 694

Les notes jointes font partie intégrante de ces états financiers intermédiaires résumés non audités.

**Tableaux de variation des capitaux propres**  
(non audités)  
(en milliers d'euros)

	Capital social	Primes d'émission	Réserve de juste valeur	Écarts de conversion	Résultats non distribués	Résultat net de la période	Total des capitaux propres
<b>Solde au</b>							
<b>31 décembre 2020</b>	€ 625	€ 84	€ (1 739)	€ 2 950	€ 29 962	€ 13 963	€ 45 845
Affectation du résultat 2020	-	-	-	-	13 963	(13 963)	-
<b>Solde au 31 décembre 2020</b>							
<b>après affectation du</b>							
<b>résultat</b>	625	84	(1 739)	2 950	43 925	-	45 845
Dividendes (note 8.3)	-	-	-	-	(15 623)	-	(15 623)
Total du résultat global	-	-	(615)	1 262	-	3 348	3 995
<b>Solde au</b>							
<b>30 juin 2021</b>	€ 625	€ 84	€ (2 354)	€ 4 212	€ 28 302	€ 3 348	€ 34 217

	Capital social	Primes d'émission	Réserve de juste valeur	Écarts de conversion	Résultats non distribués	Résultat net de la période	Total des capitaux propres
<b>Solde au</b>							
<b>31 décembre 2019</b>	€ 625	€ 84	€ (2 191)	€ 6 585	€ 26 494	€ 15 966	€ 47 563
Affectation du résultat 2019	-	-	-	-	15 966	(15 966)	-
<b>Solde au 31 décembre 2019</b>							
<b>après affectation du résultat</b>	625	84	(2 191)	6 585	42 460	-	47 563
Dividendes (note 8.3)	-	-	-	-	(12 498)	-	(12 498)
Total du résultat global	-	-	267	147	-	8 263	8 677
<b>Solde au</b>							
<b>30 juin 2020</b>	€ 625	€ 84	€ (1 924)	€ 6 732	€ 29 962	€ 8 263	€ 43 742

Les notes jointes font partie intégrante de ces états financiers intermédiaires résumés non audités.

## Notes aux états financiers intermédiaires résumés non audités

*(Sauf indication contraire, les montants dans les notes sont en euros et ceux dans les tableaux en milliers d'euros.)*

### 1) Informations générales

EURO Ressources S.A. (« EURO », ou la « Société ») est une société anonyme domiciliée en France métropolitaine, dont le siège social est situé à Paris. EURO est une société cotée en France, qui ne prépare pas d'états financiers consolidés.

Au 30 juin 2021, IAMGOLD France S.A.S. (« IAMGOLD France »), une filiale indirectement détenue en totalité par IAMGOLD Corporation (« IAMGOLD »), détenait approximativement 89,71 % de toutes les actions en circulation d'EURO et 94,25 % des droits de vote d'EURO (note 8.1). Les titres d'EURO sont cotés sur le marché NYSE Euronext Paris sous le symbole EUR.

Les principaux actifs de la Société sont une redevance sur la mine d'or Rosebel au Suriname (la « redevance Rosebel »), une redevance relative aux concessions Paul Isnard et des titres négociables. La redevance Rosebel est payable par IAMGOLD. La mine d'or Rosebel est détenue à 95 % et exploitée par IAMGOLD. La redevance sur la production nette d'affinage couvre la production future des concessions Paul Isnard et une zone d'intérêt les entourant en Guyane française, détenue dans le cadre d'un accord de joint-venture entre Orea Mining Corp. (« Orea ») et Nord Gold SE (« Compagnie Minière Montagne d'Or » ou la « JV »).

### 2) Principales méthodes comptables et présentation

#### 2.1) Déclaration de conformité

Les états financiers intermédiaires résumés non audités (les « états financiers intermédiaires ») d'EURO pour les semestres clos les 30 juin 2021 et 2020 et les deuxièmes trimestres clos à ces dates sont établis conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS ») telles qu'approuvées par l'International Accounting Standards Board (« IASB ») afin de se conformer aux obligations canadiennes. En France, seul le référentiel comptable français est applicable pour l'établissement de comptes individuels de sociétés cotées.

Les états financiers intermédiaires d'EURO au 30 juin 2021 et pour le deuxième trimestre clos à cette date ont été établis conformément à IAS 34, Information financière intermédiaire, et ne comportent pas toutes les informations requises pour des états financiers annuels. En conséquence, certaines informations normalement incluses dans des états financiers annuels préparés conformément aux IFRS ne figurent pas dans les états financiers intermédiaires, ou ont été résumées. Ces états financiers ont été établis selon la convention du coût historique, exception faite des titres négociables, qui sont évalués à la juste valeur.

Ces états financiers intermédiaires ont été arrêtés le 5 août 2021 par le Conseil d'administration.

#### 2.2) Principes comptables

Ces états financiers intermédiaires, y compris les données comparatives, ont été établis selon des principes comptables et méthodes de calcul identiques à ceux adoptés pour les états financiers annuels audités pour l'exercice clos le 31 décembre 2020.

### 2.3) Monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation

Les états financiers de la Société sont présentés en euros (« € » ou « EUR »).

La monnaie fonctionnelle d'EURO est le dollar américain (« USD »). Elle se détermine en fonction de l'environnement économique dans lequel évolue la Société. Le dollar américain est la devise dans laquelle sont libellées les principales transactions de la Société, comme les redevances et la trésorerie y afférente. Certaines informations supplémentaires sont présentées en dollars américains et en dollars canadiens (« CAD ») dans ces états financiers.

Les transactions en monnaie étrangère (EUR et CAD) sont converties pour un montant correspondant à leur contre-valeur dans la monnaie fonctionnelle (USD), calculée au cours du jour de la transaction. Les profits/pertes de change découlent de la réévaluation de comptes bancaires et autres comptes du bilan importants libellés en monnaies étrangères, ainsi que de la réévaluation et du paiement des dividendes et de l'impôt sur le résultat. Les profits et pertes de change sont rapportés en résultat. Les profits/pertes de change liés aux passifs d'impôts différés sont inclus dans la charge d'impôt sur le résultat.

Les états financiers en dollars américains sont ensuite convertis en euros comme suit :

- les actifs et les passifs sont convertis au cours de clôture de chacun des bilans ;
- les produits et les charges de chaque transaction significative sont convertis aux cours de change en vigueur à la date de la transaction concernée ; sinon, le cours moyen de la période est utilisé ;
- lorsqu'un profit ou une perte sur un actif financier à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global est comptabilisé dans les autres éléments du résultat global, l'écart de conversion est également comptabilisé dans les autres éléments du résultat global ;
- les transactions sur capitaux propres sont converties sur la base du cours de change à la date de la transaction.

Les ajustements de change résultant de la conversion des états financiers dans la monnaie de présentation sont enregistrés dans les autres éléments du résultat global sous la rubrique « écarts de conversion ». Le taux de change utilisé pour présenter les bilans en euros était 1 € pour 1,1851 USD au 30 juin 2021 (1 € pour 1,2228 USD au 31 décembre 2020). Le taux de change moyen pour le premier semestre clos le 30 juin 2021 utilisé pour présenter le compte de résultat, l'état du résultat global et le tableau des flux de trésorerie était 1 € pour 1,2077 USD (semestre clos le 30 juin 2020 : 1 € pour 1,1062 USD ; deuxième trimestre 2021 et 2020, respectivement : 1 € pour 1,2002 USD et 1,1021 USD). Les transactions importantes sont converties selon le taux de change en vigueur à la date de la transaction. L'écart de conversion comptabilisé dans l'état du résultat global s'explique par la fluctuation des taux de change.

### 3) Gestion du risque financier

EURO est exposée à différents types de risques financiers :

- le risque de marché (principalement le risque de change et de variation du cours de l'or et des titres négociables) ;
- le risque de crédit ; et
- le risque de liquidité.

EURO suit la volatilité des marchés financiers et cherche à en minimiser les effets potentiellement défavorables sur la performance financière d'EURO.



**3.1) Risque de marché****3.1.1) Risque de variation du cours de l'or**

EURO est exposée au risque de variation du cours de l'or. La fourchette des prévisions de production de la mine Rosebel a été abaissée pour 2021, passant de 144 000 onces à 171 000 onces, à 90 000 à 110 000 onces. La réduction reflète la multitude de défis qui ont eu, et continuent d'avoir un impact négatif sur les opérations, y compris la saison des pluies exceptionnellement sévère et l'incertitude continue liée à la pandémie de la COVID-19.

Il est prévu que la redevance Rosebel apporte à la Société des produits compris entre environ 10,1 millions d'euros et 12,5 millions d'euros (12,1 millions de dollars américains et 15,0 millions de dollars américains) en 2021. Ces produits avant impôt sont basés sur un cours de l'or établi à 1 745 dollars américains l'once et sur un taux de change de 1,20 dollar américains pour 1 euro. L'impact des fluctuations du cours moyen de l'or sur le chiffre d'affaires annuel d'EURO, sur la base d'une production estimée de 100 000 onces, se chiffrerait à environ 1,0 million de dollars américains pour chaque variation de 100 dollars américains l'once. L'incidence d'une fluctuation de 5 % du taux de change moyen sur les produits annuels d'EURO avoisinerait 0,6 million d'euros.

**3.1.2) Risque de change**

La monnaie fonctionnelle d'EURO est le dollar américain (« USD ») et ses états financiers sont présentés en euros. EURO est exposée à un risque de change découlant de différentes expositions en devises, principalement par rapport à l'euro. La plupart des produits sont initialement libellés dans la monnaie fonctionnelle en dollars américains, tandis que la charge d'impôt est libellée en euros qui n'est pas la monnaie fonctionnelle de la Société. Ainsi, le risque de change le plus important est lié à la charge d'impôt sur le résultat.

Semestre clos le 30 juin 2021					Exposition au risque de change (en %)
(en milliers d'euros)	Total	USD	EUR	CAD	
Produits	€ 5 654	€ 5 654	€ -	€ -	-
Charges opérationnelles	€ 261	€ 118	€ 95	€ 48	55 %
Produits des placements	€ 68	€ 68	€ -	€ -	-
Charge d'impôt sur le résultat	€ 1 788	€ -	€ 1 788	€ -	100 %

**3.2) Risque de crédit**

EURO est soumise à un risque de concentration de crédit, quasiment 100 % de ses revenus résultant d'une seule source, à savoir la redevance Rosebel. Ces redevances sont versées par la société IAMGOLD qui exploite la mine Rosebel. La direction considère que compte tenu de la situation financière et de la nature des activités opérationnelles poursuivies d'IAMGOLD, le risque de perte est minime.

**3.3) Risque de liquidité**

Une gestion prudente du risque de liquidité implique de conserver une liquidité appropriée afin de parer aux dépenses futures et à toutes les éventualités possibles. À cet égard, EURO estime que ses revenus opérationnels courants suffisent pour couvrir ses dépenses.

## 4) Redevances

	31 décembre 2020		Variation	Écarts de conversion		30 juin 2021	
<u>Coûts</u>							
Rosebel <sup>1</sup>	€	12 555	€	-	€ 400	€	12 955
Paul Isnard <sup>2</sup>		4 580		-	146		4 726
		17 135		-	546		17 681
<u>Amortissements cumulés</u>							
Rosebel		(9 916)		(78)	(317)		(10 311)
	€	7 219	€	(78)	€ 229	€	7 370
	31 décembre 2019		Variation	Écarts de conversion		31 décembre 2020	
<u>Coûts</u>							
Rosebel <sup>1</sup>	€	13 675	€	-	€ (1 120)	€	12 555
Paul Isnard <sup>2</sup>		4 988		-	(408)		4 580
		18 663		-	(1 528)		17 135
<u>Amortissements cumulés</u>							
Rosebel		(10 518)		(278)	880		(9 916)
	€	8 145	€	(278)	€ (648)	€	7 219

<sup>1</sup> La redevance Rosebel payée chaque trimestre par IAMGOLD, qui porte sur la première tranche de 7 millions d'onces d'or produite par la mine Rosebel, est calculée en fonction de la production d'or de la mine Rosebel et du cours de l'or (« *Afternoon London price* »). Au 30 juin 2021, la mine Rosebel avait produit environ 5,45 millions d'onces d'or, et il restait environ 1,55 million d'onces d'or couvertes par le contrat de redevance Rosebel. Selon IAMGOLD, les réserves aurifères prouvées et probables de la mine Rosebel étaient estimées à 3,4 millions d'onces d'or au 31 décembre 2020. Ces réserves ne comprennent pas les réserves liées au dépôt de Saramacca de la mine Rosebel, qui n'entrent pas dans le champ de la définition de la propriété aux termes du contrat de participation. La redevance Rosebel est calculée sur la base de 10 % du cours de l'or supérieur à 300 USD par once pour les minerais tendres et transitionnels, et supérieur à 350 USD par once pour les minerais de roche dure et, dans chaque cas, déduction faite d'une redevance fixe de 2 % de la production versée en nature au gouvernement du Suriname.

<sup>2</sup> La redevance sur la production nette d'affinage couvre la production future des concessions Paul Isnard et une zone d'intérêt entourant les concessions en Guyane française. Les revenus de redevance seront calculés en appliquant le pourcentage de la redevance au rendement net de fonderie (« *net smelter return* ») établi à partir des produits des ventes d'or calculés selon le cours mensuel moyen de l'once d'or (en dollars américains) moins les déductions permises selon l'accord. Le pourcentage de redevance sera de 1,8 % sur la première tranche de 2 millions d'onces d'or, et de 0,9 % sur la tranche suivante de 3 millions d'onces d'or.

**Dépréciation des immobilisations incorporelles**

La valeur comptable des redevances de la Société est révisée à chaque fin de période de présentation afin de déterminer s'il existe un indice révélant des pertes de valeur (baisse significative des réserves aurifères prouvées et probables, baisse du cours de l'or sur le marché de Londres (*London Bullion Market*), détérioration du taux de change du dollar).

Un test de dépréciation est réalisé à chaque clôture, la période de projection prenant fin lorsque toutes les onces d'or couvertes par le contrat de redevance ont été extraites (prévisions jusqu'en 2025 pour la mine Rosebel et 2032 pour le projet Paul Isnard). Le test s'appuie sur les hypothèses suivantes :

- la comparaison entre les réserves prouvées et probables définies par une personne habilitée au sens de la loi minière canadienne et les quantités résiduelles devant être extraites aux termes du contrat de redevance (au 31 décembre 2020, 2,7 millions d'onces pour le projet Paul Isnard et 3,4 millions d'onces pour la mine Rosebel) ;
- le cours moyen estimé de l'or basé sur l'analyse de différentes institutions financières (1 275 USD par once pour le projet Paul Isnard et un cours moyen estimé s'échelonnant de 1 600 USD à 1 750 USD par once pour la mine Rosebel) ;
- le cours moyen du dollar américain, estimé à 1,20 USD pour 1 € pour la période de projection pour le projet Paul Isnard et 1,19 USD pour 1 € pour la mine Rosebel ;
- le taux d'actualisation, s'échelonnant de 6,5 % à 7 %.

En outre, les hypothèses financières et opérationnelles ont été soumises à un test de sensibilité. Il apparaît qu'aucun changement raisonnablement possible d'une ou des hypothèses clés conduirait à devoir déprécier les actifs testés.

**Mine Rosebel**

Il n'existait aucun indice de perte de valeur de la redevance Rosebel au 30 juin 2021.

**Projet Paul Isnard**

En 2019, les événements suivants se sont produits :

- En janvier, en France, la Commission nationale du débat public (CNDP) a désigné deux garants responsables de la participation du public au développement du projet jusqu'à l'ouverture de l'enquête publique sur les demandes de permis.
- Le 23 mai, le ministre de la Transition économique et solidaire a déclaré, à l'issue de la première réunion du Conseil de défense écologique, que le projet était incompatible, « dans son état actuel », avec les exigences en matière de protection de l'environnement. À la suite de cette annonce, la Compagnie Minière Montagne d'Or (la joint-venture) a publié un communiqué de presse réaffirmant sa volonté de mener un dialogue ouvert et constructif avec l'ensemble des parties prenantes.

Les déclarations du gouvernement français sur la Compagnie Minière Montagne d'Or, à laquelle est attachée la redevance Paul Isnard, ont créé des incertitudes quant à la délivrance des différents permis et autorisations non encore obtenus à ce jour et nécessaires au développement du projet, et pourraient avoir une incidence sur les capacités opérationnelles et financières de ce dernier.

Au 30 juin 2021, la CNDP n'avait pas encore rendu ses conclusions.

En l'absence de permis d'exploitation, la valeur nette comptable des actifs afférents à la redevance Paul Isnard devra être totalement dépréciée.

Le 24 décembre 2020, le tribunal administratif de Cayenne a enjoint l'État français de prolonger les concessions minières de Montagne d'Or dans un délai de six mois à compter de la décision.

Le 3 février 2021, le gouvernement français a annoncé qu'il faisait appel de la décision du tribunal administratif de prolonger les concessions minières de Montagne d'Or.

Le 7 juillet 2021, Orea Mining Corp. a annoncé que les parties avaient plaidé devant la Cour administrative d'appel de Bordeaux en France le 6 juillet 2021.

Le 22 juillet 2021, Orea Mining Corp. a annoncé que la Cour administrative d'appel de Bordeaux a rejeté l'appel et la demande de sursis à l'exécution des décisions du 24 décembre 2020 du gouvernement français. Dans son jugement, la Cour administrative d'appel a conclu que les arguments avancés par le gouvernement français étaient sans fondement et que la joint-venture avait soumis des demandes complètes et avait rempli toutes les exigences pour le renouvellement des concessions minières.

Lors du test de dépréciation réalisé au 31 décembre 2020, la Société a retenu comme hypothèse que les différents permis et autorisations seraient obtenus et ce dans des conditions qui permettront à la joint-venture de réaliser ce projet. La Société estime qu'à ce stade, il est prématuré de conclure que la redevance Paul Isnard doit être dépréciée. La Société maintient donc l'hypothèse que les différents permis et autorisations devraient être accordés et ce, dans des conditions qui permettront à la Compagnie Minière Montagne d'Or de réaliser ce projet malgré un calendrier quelque peu incertain. Aucune provision pour dépréciation n'a été comptabilisée dans le compte de résultat pour le deuxième trimestre clos le 30 juin 2021.

## 5) Titres négociables

EURO détient des titres négociables dans des sociétés minières présentes sur un marché volatil. Le risque de variation des cours est lié à la fluctuation des cours des titres négociables. Les investissements en titres négociables sont comptabilisés à la juste valeur, les variations de juste valeur étant comptabilisées dans les autres éléments du résultat global.

Au 30 juin 2021, les titres négociables comprenaient 19 095 345 actions d'Orea Mining Corp. (« Orea ») (9,3 % des actions en circulation ; 9,7 % au 31 décembre 2020) et 3 819 069 actions d'Allegiant Gold Ltd. (« Allegiant ») (4,9 % des actions en circulation ; 6,2 % au 31 décembre 2020).

	Deuxième trimestre clos le 30 juin		Semestre clos le 30 juin	
	2021	2020	2021	2020
Solde au début de la période	€ 2 044	€ 1 534	€ 2 988	€ 2 546
Variations de la juste valeur des titres négociables	148	1 384	(883)	333
Écarts de conversion	(9)	(47)	78	(8)
Solde à la fin de la période	€ 2 183	€ 2 871	€ 2 183	€ 2 871

Les profits ou les pertes latents liés aux fluctuations des cours des titres négociables sont comptabilisés dans les capitaux propres sous la rubrique « autres éléments du résultat global ».

	Deuxième trimestre clos le 30 juin		Semestre clos le 30 juin	
	2021	2020	2021	2020
Variation nette latente de la juste valeur de titres négociables, après impôts				
Variations de la juste valeur des titres négociables	€ 148	1 384	€ (883)	€ 333
Incidence fiscale	37	(164)	268	(66)
	€ 185	€ 1 220	€ (615)	€ 267

**6) Créances clients**

	Note	30 juin 2021	31 décembre 2020
Créances sur IAMGOLD	14	€ 2 218	€ 2 889

**7) Trésorerie**

	30 juin 2021	31 décembre 2020
Trésorerie <sup>1</sup>	€ 22 362	€ 31 496

<sup>1</sup> 3,9 % de la trésorerie disponible d'EURO était détenue en euros au 30 juin 2021 (31 décembre 2020 : 1 %).

**8) Capital social****8.1) Actions ordinaires**

	Nombre d'actions	Valeur nominale par action (en euros par action)	Capital social (en milliers d'euros)	Primes d'émission (en milliers d'euros)
<b>Au 30 juin 2021 et au 31 décembre 2020</b>	<b>62 491 281</b>	<b>€ 0,01</b>	<b>€ 625</b>	<b>€ 84</b>

**Droit de vote**

En application du paragraphe 2 de l'article 223-11 du Règlement général de l'AMF, le nombre total de droits de vote est calculé sur la base de toutes les actions dotées de droits de vote, y compris les actions qui en sont privées. Le nombre de droits de vote est différent du nombre d'actions en circulation du fait de l'attribution automatique d'un droit de vote double aux actionnaires détenant des actions nominatives depuis au moins deux ans (application de l'article L. 225-123 du Code de commerce français).

IAMGOLD France, une filiale indirectement détenue en totalité par IAMGOLD, détenait environ 89,71 % de toutes les actions en circulation d'EURO au 30 juin 2021. Au 30 juin 2021, IAMGOLD France détenait 56 058 191 actions représentant 112 116 382 droits de vote, soit environ 94,25 % des droits de vote d'EURO. Ce franchissement de seuil résulte d'une attribution de droits de vote double.

	30 juin 2021	31 décembre 2020
Nombre total d'actions ordinaires de base	62 491 281	62 491 281
Droits de vote double	56 469 516	56 468 876
Nombre total de droits de vote	118 960 797	118 960 157

## 8.2) Résultat par action

### Résultat par action de base

	Deuxième trimestre clos le 30 juin		Semestre clos le 30 juin	
	2021	2020	2021	2020
Résultat net attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires	€ 1 475	€ 3 293	€ 3 348	€ 8 263
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires de base et dilué	62 491 281	62 491 281	62 491 281	62 491 281
Résultat par action de base et dilué attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires	€ 0.024	€ 0.053	€ 0.054	€ 0.132

### Résultat par action dilué

Les droits de vote double n'ont pas d'effet dilutif sur le calcul du résultat par action.

## 8.3) Dividendes

Le montant des dividendes distribuables est basé sur les états financiers annuels établis conformément au référentiel comptable français.

	Semestre clos le 30 juin	
	2021	2020
Dividendes versés le 10 juin 2021 <sup>1</sup>	€ 15 623	€ -
Dividendes versés le 11 juin 2020 <sup>2</sup>	-	12 498
	€ 15 623	€ 12 498

<sup>1</sup> L'assemblée générale ordinaire du 19 mai 2021 a approuvé un dividende d'un montant de 15 623 000 € (0,25 € par action) qui a été versé aux actionnaires de la Société le 10 juin 2021.

<sup>2</sup> L'assemblée générale ordinaire du 20 mai 2020 a approuvé un dividende d'un montant de 12 498 000 € (0,20 € par action), qui a été versé aux actionnaires de la Société le 11 juin 2020.

**9) Impôt sur le résultat**

La charge d'impôt sur le résultat est différente du montant qui aurait été calculé en appliquant le taux de l'impôt sur les sociétés en vigueur en France. En 2021, le taux de l'impôt sur le résultat applicable au résultat avant impôts est de 26,5 %. Une cotisation sociale généralisée de 3,3 % s'ajoute au taux d'imposition. En 2020, le taux de l'impôt sur le résultat applicable au résultat avant impôts est de 28 %. Une cotisation sociale généralisée de 3,3 % s'ajoute au taux d'imposition.

Le taux d'imposition effectif de la Société était de 24,55 % au deuxième trimestre 2021, contre 31,4 % au deuxième trimestre 2020 (36,6 % au premier semestre clos le 30 juin 2021, contre 31,0 % au premier semestre 2020). Le taux d'imposition effectif est différent du taux de l'impôt sur les sociétés en France principalement du fait de la variation de la juste valeur des titres négociables, et des écarts de conversion.

**10) Évaluation de la juste valeur**

La hiérarchie des justes valeurs classe selon trois niveaux les données des techniques d'évaluation utilisées pour déterminer la juste valeur. Cette hiérarchie place au plus haut niveau les prix cotés (non ajustés) sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques (données de niveau 1), et au niveau le plus bas les données non observables (données de niveau 3).

- Les données de niveau 1 sont les prix cotés (non ajustés) auxquels l'entité peut avoir accès à la date d'évaluation, sur des marchés actifs, pour des actifs ou des passifs identiques.
- Les données de niveau 2 sont des données concernant l'actif ou le passif, autres que les prix cotés inclus dans les données de niveau 1, qui sont observables directement ou indirectement (par exemple, déterminées à partir de prix).
- Les données de niveau 3 sont des données non observables concernant l'actif ou le passif.

Le classement des instruments financiers dans la hiérarchie des justes valeurs reste inchangé depuis le 31 décembre 2020.

**10.1) Actifs et passifs évalués à la juste valeur à titre récurrent**

Au 30 juin 2021, les actifs ci-après de la Société étaient comptabilisés à la juste valeur comme suit :

	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Titres négociables	€ 2 183	-	-	€ 2 183
Trésorerie	€ 22 362	-	-	€ 22 362

**10.2) Techniques d'évaluation**

Titres négociables

La juste valeur des titres négociables inclus dans le niveau 1 est déterminée selon une approche fondée sur le marché. Le cours de clôture est un prix coté sur le marché qui est le principal marché actif du titre concerné.

**11) Produits**

	Deuxième trimestre clos le 30 juin		Semestre clos le 30 juin	
	2021	2020	2021	2020
Redevance découlant de l'exploitation de la mine Rosebel	€ 2 192	€ 5 223	€ 5 654	€ 12 455



**12) Charges opérationnelles**

	Deuxième trimestre clos le 30 juin		Semestre clos le 30 juin	
	2021	2020	2021	2020
Charges administratives	€ 24	€ 100	€ 49	€ 125
Jetons de présence (y compris le prélèvement libératoire)	31	35	58	60
Honoraires des auditeurs	20	21	43	44
Honoraires juridiques	40	16	58	29
Coûts liés à la cotation et à la gestion des titres	24	37	53	70
	€ 139	€ 209	€ 261	€ 328

**13) Variations des éléments du fonds de roulement sans incidence sur la trésorerie**

	Deuxième trimestre clos le 30 juin		Semestre clos le 30 juin	
	2021	2020	2021	2020
Variation des créances clients et des autres actifs courants	€ 1 297	€ 2 281	€ 736	€ 1 005
Variation des dettes fournisseurs et des autres passifs courants	11	40	(42)	8
	€ 1 308	€ 2 321	€ 694	€ 1 013

**14) Transactions avec les parties liées**

Les produits des redevances liées à la mine Rosebel durant le deuxième trimestre 2021 étaient de 2 192 000 € (premier semestre 2021 : 5 654 000 €), contre 5 223 000 € durant le deuxième trimestre 2020 (premier semestre 2020 : 12 455 000 €). Au 30 juin 2021, 2 218 000 € restaient à recevoir (31 décembre 2020 : 2 889 000 €) et étaient inclus dans les créances clients.

Au deuxième trimestre 2021, la Société a comptabilisé 18 000 € au titre des honoraires d'IAMGOLD (premier semestre 2021 : 36 000 €), contre 18 000 € durant le deuxième trimestre 2020 (premier semestre 2020 : 36 000 €). Ces charges sont incluses sous la rubrique des charges administratives dans les charges opérationnelles. Au 30 juin 2021, 6 000 € restaient à payer et étaient inclus dans les dettes fournisseurs et passifs courants (31 décembre 2020 : 6 000 €).

**15) Provisions pour litiges et contrôles réglementaires**

De par leur nature, les passifs éventuels seront déterminés uniquement lors de la survenue ou de l'absence de survenue d'un ou plusieurs événements futurs. L'évaluation des passifs éventuels fait appel au jugement et met en jeu des estimations importantes sur l'issue d'événements futurs.

La Société peut faire l'objet de contrôles par les autorités réglementaires, qui peuvent être complexes et sujets à interprétation. Il peut s'agir de contrôles fiscaux. La Société fait preuve de diligence et exerce un jugement avisé pour interpréter les dispositions des lois et des réglementations en vigueur, ainsi que leur application et leur administration par les autorités réglementaires pour déterminer raisonnablement et verser les montants dus. Le cas échéant, la Société peut être soumise à un examen par les autorités réglementaires et, dans ce contexte, les interprétations de la Société sur les montants dus et versés peuvent donner lieu à des litiges.



Des conseillers juridiques et autres experts évaluent l'issue possible des litiges et des contrôles réglementaires. En conséquence, la Société constitue des provisions au titre des montants qu'elle risque de devoir payer.

Une provision est comptabilisée lorsque (i) la Société a une obligation légale ou implicite envers un tiers résultant d'événements passés, (ii) il est probable que le règlement de cette obligation entraînera une sortie de ressources, et (iii) le montant de cette obligation peut être estimé de manière fiable.

Au 30 juin 2021, la Société n'avait pas constitué de provision au titre de litiges ou de contrôles réglementaires, en l'absence de plainte ou de contrôle.



A Gold Resource  
Royalty Company

**Rapport du commissaire aux comptes  
sur l'information financière semestrielle  
Premier semestre 2021**

**EURO RESSOURCES SA**

**Rapport du commissaire aux comptes  
sur l'information financière semestrielle**

**(Période du 1<sup>er</sup> janvier 2021 au 30 juin 2021)**

## Rapport du commissaire aux comptes sur l'information financière semestrielle

(Période du 1<sup>er</sup> janvier 2021 au 30 juin 2021)

Aux Actionnaires  
**Euro Ressources SA**  
23 rue du Roule  
75001 Paris

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, et en application de l'article L. 451-1-2 III du code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels de la société Euro Ressources SA, relatifs à la période du 1<sup>er</sup> janvier 2021 au 30 juin 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'examen limité des comptes semestriels. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre de nos travaux.

Ces comptes semestriels ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

### I - Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause, au regard des règles et principes comptables français, la régularité et la sincérité des comptes semestriels et l'image fidèle qu'ils donnent du patrimoine de la société et de la situation financière à la fin du semestre ainsi que du résultat du semestre écoulé de la société.

*PricewaterhouseCoopers Audit, 63, rue de Villiers, 92208 Neuilly-sur-Seine Cedex  
Téléphone: +33 (0)1 56 57 58 59, Fax: +33 (0)1 56 57 58 60, [www.pwc.fr](http://www.pwc.fr)*

Société d'expertise comptable inscrite au tableau de l'ordre de Paris - Ile de France. Société de commissariat aux comptes membre de la compagnie régionale de Versailles. Société par Actions Simplifiée au capital de 2 510 460 €. Siège social : 63, rue de Villiers 92200 Neuilly-sur-Seine. RCS Nanterre 672 006 483. TVA n° FR 76 672 006 483. Siret 672 006 483 00362. Code APE 6920 Z. Bureaux : Bordeaux, Grenoble, Lille, Lyon, Marseille, Metz, Nantes, Neuilly-Sur-Seine, Nice, Poitiers, Rennes, Rouen, Strasbourg, Toulouse.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur l'incertitude exposée dans la note de l'annexe aux Etats Financiers « Dépréciation des immobilisations incorporelles » concernant la valorisation des actifs incorporels relatifs au projet minier Paul Isnard.

## **II - Vérification spécifique**

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels

Fait à Neuilly-sur-Seine, le 5 août 2021

Le commissaire aux comptes  
PricewaterhouseCoopers Audit

A handwritten signature in blue ink, appearing to be 'RD' followed by a stylized flourish.

Romain Dumont



A Gold Resource  
Royalty Company

**Attestation des responsables**



Je soussigné,

Monsieur Tidiane Barry, agissant en qualité de Directeur Général de la Société EURO Ressources S.A.,

Atteste, à ma connaissance, que les comptes pour le semestre clos le 30 juin 2021 sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes auxquels elle est confrontée pour les six mois restants de l'exercice.

Fait le 5 août 2021

---

Monsieur Tidiane Barry  
Directeur Général

23, rue du Roule  
75001 - Paris

**S.A.**  
au capital de 624.912,81€  
SIRET 390 919 082 00086  
Code APE : 142 A